

# AFL : le devoir de s'informer ou comment s'unir contre la pensée unique

Lorsque le discrédit est porté sur un mouvement pédagogique, c'est l'ensemble des mouvements et des pédagogues, les recherches et les pratiques qu'ils défendent qui sont mis en cause. La censure effective dont est l'objet l'Association française pour la Lecture ne peut nous laisser sans réaction. Ce mouvement a contribué aux avancées pédagogiques les plus importantes depuis 20 ans dans le domaine de la lecture et de l'écriture, sans jamais les séparer de la nécessité d'engager l'éducation et la formation intellectuelle dans la lutte contre les causes économiques et sociales de l'inégalité. Vouloir aujourd'hui le réduire au silence et ignorer ses travaux, c'est une manière d'en revenir à une école que nous avons toujours voulu transformer.



## Un peu d'histoire...

*Nous choisissons de relayer un texte, produit dans le but d'appeler chacun d'entre nous, militants pédagogiques, à la vigilance. Les batailles autour de l'école entrent évidemment dans des rapports de forces qui passent par le contrôle de l'information qui parvient aux acteurs de l'école. Les militants pédagogiques ne peuvent laisser à d'autres le soin de décider de ce qui est légitime en matière d'innovation et de recherche. Diffuser cette pétition, c'est moins tenter de peser matériellement sur le fait du prince qu'affirmer symboliquement l'engage-*

*ment de chacun dans la complexité de la bataille idéologique.*

L'Association française pour la Lecture a été refondée voici une vingtaine d'années par des membres des établissements expérimentaux de l'INRP engagés dans la recherche d'une autre organisation de l'école et du collège afin de lutter contre le rôle ségrégatif et reproducteur du système scolaire. L'AFL travaille donc pour aider les individus à développer collectivement les outils intellectuels nécessaires à la réduction de l'inégalité sur laquelle le système économique et social repose et à laquelle l'école prépare, quelle que soit la

volonté émancipatrice de ses acteurs.

Qui pense outils intellectuels dit maîtrise des langages. L'AFL a choisi de développer une problématique, des expérimentations et des recherches, en lien étroit avec l'INRP, autour du plus exemplaire d'entre eux, **l'écrit**, dont la maîtrise conditionne tous les autres et dont l'inégale acquisition reflète le mieux l'inégalité sociale. Ce choix lui a permis d'une part de réunir des enseignants, des bibliothécaires, des parents, des professionnels de la petite enfance, des travailleurs sociaux, des acteurs de la formation continue, des auteurs et des éditeurs, des syndicalistes,



des politiques, des chercheurs, etc. dans la réflexion et l'action autour de la mise en œuvre d'une politique sociale de la lecture et d'autre part, de poursuivre, à l'intérieur de l'école, les avancées pédagogiques que cette déscolarisation autorise.

C'est ainsi que l'AFL a été pionnière dans l'expérimentation des cycles au primaire, des BCD et l'introduction des productions éditoriales pour la jeunesse à l'école, l'utilisation de l'informatique pour le perfectionnement des aspects techniques de la lecture, lors de l'apprentissage initial (*Elmo o* et *Idéographix*) et continué, du cycle 3 jusqu'à la formation des adultes (*Elmo* et *Elsa*) ainsi que pour la production de textes (le logiciel *Genèse du texte*), l'évolution des méthodes d'enseignement initial de la lecture à travers les recherches INRP sur la voie directe, aujourd'hui reprise par les programmes officiels de février 2002, la création de Centres de *classes-lecture*, des *villes-lecture*, dont les ministères de la Culture et de la Ville se sont inspirés, etc. Autant d'initiatives visant à ne pas couper le monde scolaire

du monde social mais à penser leur mutuelle évolution.

### De recherches en productions

L'ensemble de ces actions a donné lieu à publication de nombreux ouvrages *théoriques* et *pratiques* et de films ainsi qu'à l'existence d'une revue trimestrielle, les *Actes de Lecture*, qui en est aujourd'hui à son 80<sup>e</sup> numéro, soit plus de 8 000 pages qui ont accompagné depuis vingt ans ce qui se cherche, se pense et se fait pour la *lecturisation* dans l'école et dans la cité. À l'égal des autres mouvements d'éducation, l'AFL se comporte **comme un laboratoire d'idées, d'actions et de construction de savoir en prise directe sur la réalité** à laquelle l'ensemble des agents sociaux sont confrontés et que leur travail contribue à transformer. Cette force de proposition peut être perçue comme une menace et un contre-pouvoir par toute institution, qui entendrait bien conserver au profit de qui la mandate, les moyens de produire « le » savoir.

Pourtant, dans le domaine des sciences sociales, notamment celles portant sur l'éducation et la pédagogie, il n'existe pas d'avancées significatives qui ne proviennent d'une expérimentation de terrain alliant la recherche de solutions concrètes à la construction théorique, la rigueur du principe de réalité à l'exercice du contrôle social, il n'existe pas d'avancées qui ne proviennent de terrains qui, pour résoudre des problèmes nouveaux, modifient les équilibres actuels qui les génèrent. C'est ce qui explique que la haute administration, dans sa permanence que trouble à peine l'alternance politique de la gauche et de la droite, emprunte ses plans d'action médiatiques aux travaux des mouvements d'éducation, tout en les combattant par ailleurs afin de ne pas déstabiliser les bases de la légitimité du pouvoir et du savoir.

**L'AFL**, du fait de la continuité et de la cohérence de ses propositions dans un domaine bien circonscrit et particulièrement attendu, est la cible exemplaire de cette double attitude. À la demande des autres mouvements s'étonnant que cette association soit seule à ne recevoir aucun soutien sous forme, notamment, de postes d'enseignants mis à disposition, les ministères répondent que cette aide n'est pas un droit. Ce qui signifie qu'il faut la mériter ou simplement ne pas la mériter ! De combien d'expériences nouvelles l'AFL devrait-elle encore alimenter le débat pédagogique ou à quelles propositions devrait-elle renoncer pour « avoir droit » ? Tout semble se passer comme si « un quarteron de généraux » décidait, en dehors de toute information démocratique et de tout débat scientifique et

pédagogique de qui est bon ou mauvais. Manifestement ici, ce ne sont pas les propositions qui sont jugées mauvaises mais le fait qu'elles émanent du travail de recherche des acteurs eux-mêmes. C'est là que réside un contre-pouvoir inacceptable, dans cette possibilité d'opposer des propositions issues d'un effort de transformation de la réalité à la voix des experts qui vont répétant qu'il faut continuer à faire davantage ce qui ne réussit déjà pas.



### De la légitimité des savoirs

Car l'hostilité d'une faction minoritaire et influente du ministère ne se limite pas au refus d'une aide pourtant accordée à tous. Elle prend également la forme d'une offensive concertée qui se nourrit de l'organisation de l'ignorance et des séductions que le pouvoir déploie pour se rallier les ambitions. Elle a pour conséquence de créer une rumeur quant aux bases scientifiques (qu'on se garde bien de présenter) des équipes de recherche de l'AFL afin de réduire sa participation à des tribunes, colloques, commissions, à la formation des enseignants et des corps d'inspection ; elle jette le discrédit sur ses outils informatiques, en leur refusant l'agrément pédagogique et en promouvant et soutenant financièrement des produits qui en sont le plus souvent une pâle réplique. Si cette marginalisation vise explicitement à porter atteinte à la capacité d'audience et d'autonomie d'une association de recherche pédagogique, elle a pour effet plus général de contribuer au

renoncement sécuritaire à toute pensée.

La survie de l'AFL est moins importante que la lutte contre les raisons qui la menacent. Aussi est-ce une chance que la solution ne puisse être attendue de la mansuétude du prince mais seulement de la capacité des acteurs de la base sur quoi tout repose à se reconnaître dans la nécessité de ne pas attendre de solution du très haut. Car la légitimité des batailles de l'AFL est tout entière dans leur capacité à entretenir le système en état de vibration, à le préserver de la résignation, à l'encourager à ne pas séparer la recherche de l'action au sein d'une formation permanente où le métier d'enseignant se légitime en renouvelant les moyens d'apprendre, à l'aider à ne pas séparer la formation intellectuelle de la production de transformations du monde.

### Être soi-même garant du droit de cité des mouvements pédagogiques

Soutenir aujourd'hui l'AFL, ce n'est pas signer une pétition puis s'en retourner à ses affaires. Ce n'est pas non plus s'identifier à ce qu'elle propose. C'est affirmer que les difficultés de l'éducation ne trouveront pas de solutions dans la pensée unique ou dans le consensus lassé. L'AFL doit exister, comme les autres organisations pédagogiques, parce que c'est seulement de la confrontation des expérimentations que naîtront des solutions, non par le fait que s'en dégagerait une qui serait enfin la bonne mais par l'engagement du plus grand nombre dans le processus de recherche qui vise à les construire ensemble.

Soutenir l'AFL, c'est dénoncer la censure effective dont elle est l'objet, c'est lui donner droit de « cité » et d'être citée dans le débat pédagogique parmi les propositions existantes pour améliorer le recours à l'écrit, c'est s'engager à prendre le temps de s'informer de ses recherches et de ses productions, c'est permettre à chacun de se situer par rapport à elles en connaissance de cause et non dans l'ignorance sur laquelle misent ceux qui la censurent.

Les enjeux de l'école et de la lecture rendent plus que jamais nécessaire la connaissance par tous les acteurs de l'ensemble des recherches et des propositions disponibles.

### Le Conseil d'administration de l'Association française pour la lecture

*Une pétition circule et est disponible sur le site de l'AFL ; elle vise à assurer mutuellement les acteurs qu'ils sont nombreux à penser que la qualité du débat et des actions dépend de leur propre vigilance à exercer ce devoir tellement simple qu'il en devient aujourd'hui révolutionnaire : ne pas déléguer à d'autres le soin de dire ce qu'il faut penser et aller en conséquence chercher soi-même l'information.*

**AFL – 65 rue des cités – 93300 Aubervilliers. [www.lecture.org](http://www.lecture.org)**